

Appel à communication
Journée d'études, décembre 2013

**« Histoire et mémoire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme
de 1983 »**

Université Paris-Ouest Nanterre – Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
Institut des sciences sociales du politique
dans le cadre du labex *Les passés dans le présent*

La Marche pour l'égalité et contre le racisme (15 octobre – 3 décembre 1983) symbolise l'apparition des enfants d'immigrés maghrébins dans l'espace public français. Auparavant, l'immigration maghrébine était généralement considérée comme un phénomène provisoire et représentée dans l'opinion publique par la figure du travailleur immigré, célibataire et sans enfants (Sayad, 1999), occultant ainsi la présence féminine dans l'immigration (Guénif, 2000 ; Guerry, 2013). Depuis le début des années 1980, les enfants d'immigrés font la une de l'actualité, notamment lors des rébellions urbaines de la banlieue lyonnaise (Boubeker, 1986, 2003 ; Zancarini-Fournel, 2004 ; Boubeker & Hajjat, 2008 ; Bérout & al., 2011). Pour la première fois dans l'histoire de France, cette catégorie de la population va faire l'objet d'un discours médiatique et politique au niveau national.

Si le traitement médiatique de l'événement est bien connu (Battegay & Boubeker, 1993), on sait finalement peu de choses sur la Marche, les marcheurs et les conditions de possibilité de cette action collective. En effet, plusieurs chercheurs ont proposé des analyses sociologiques de la Marche juste après l'événement (Jazouli, 1986 ; Lapeyronnie, 1987), mais ceux-ci restent souvent lacunaires empiriquement et sont discutables théoriquement dans la mesure où ils adoptent le paradigme, à bien des égards problématique (Laacher 1991 ; Siméant, 1998), de l'assimilation-intégration au lieu d'utiliser les outils « classiques » de la sociologie de l'action collective. D'autres chercheurs ont analysé la Marche comme l'événement fondateur d'une « génération sociale » (Beaud & Masclat, 2006) et, dans une perspective plus engagée, les travaux de Saïd Bouamama (1994) et de Mogniss H. Abdallah (2013) inscrivent l'événement dans une analyse globale des luttes de l'immigration (mais ne sont pas fondés sur une démarche classique de travail empirique). De manière générale, les travaux existants s'appuient rarement sur des documents d'archives (publiques ou privées) et des entretiens avec les protagonistes de l'époque (Hajjat, 2011, 2012, 2013).

L'objectif de cette journée d'études est de présenter et discuter les récentes avancées scientifiques permettant de mieux comprendre cet événement, en adoptant une démarche interdisciplinaire (sociologie, science politique, histoire et anthropologie). Les propositions de communication devront s'inscrire, sans s'y réduire, dans les quatre axes de recherche précisés ci-dessous. Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre la BDIC et l'association l'Écho des cités qui se traduit par le dépôt des archives du Mouvement de l'immigration et des banlieues. Cet accès aux sources inédites de mouvements militants va de paire avec une réflexion

collective sur le geste même du dépôt, ses significations en regard des questions de mémoire, d'écriture et de médiation de l'histoire. La journée vise donc aussi à instaurer un dialogue entre chercheurs et militants, en partant du dépôt en cours, mais sans s'y limiter.

La Marche dans l'espace des mobilisations

Parmi les conditions de possibilité de la Marche, on retrouve l'alliance improbable entre les jeunes de l'association SOS Avenir Minguettes et les différentes composantes du mouvement associatif pro-immigré (surtout la Cimade) alors même que certains mouvements de « jeunes immigrés », comme Zâama d'Banlieue à Lyon (Nasri, 2011), se sont distanciés de l'action, voire l'ont accusé d'être « manipulée par les curés ». S'il existe une liste « officielle » de « marcheurs », ce mode d'action semble favoriser la participation, ponctuelle ou continue, d'autres types de « marcheurs » : comment le groupe de « marcheurs », « officiels » ou « périphériques », s'est-il constitué ? Qui sont-ils ? Quels sont les enjeux symboliques entourant le statut de « marcheur » ? Comment s'est construit historiquement ce répertoire d'action (Pigenet & Tartakowky, 2003) et en quoi aurait-il permis la participation de « profanes » de l'action collective ? A quelles logiques d'engagement renvoie-elle ?

Par ailleurs, les logiques d'alliance et de distanciation avant et pendant la Marche restent relativement méconnues tant au niveau local que national : qui sont les alliés des « marcheurs » ? Diffèrent-ils d'une étape à l'autre de la Marche ? En quoi le passage de la Marche dans une ville ou un quartier peut-il être un révélateur des caractéristiques locales du mouvement pro-immigré ? Quelles ont été les (non)implications et les réactions des mouvements associatifs nationaux (MRAP, LDH, FASTI, GISTI, etc.) ?

De plus, ces logiques révèlent les tensions et divisions entre les militants « immigrés », catégorie qu'il est nécessaire de déconstruire : comment les militants immigrés, de la génération des années 1968 (Mouvement des travailleurs arabes, Association des travailleurs maghrébins de France, etc.) et de celle des années 1970-80 ont-ils perçu et réagi face à cette nouvelle action collective ? À l'inverse, est-ce que les « marcheurs » s'inscrivaient dans l'histoire des mobilisations immigrées ? Dans cette perspective, en quoi la Marche a-t-elle pu (ou non) être un élément de socialisation politique ? Quels ont été les effets du succès de la Marche dans la création d'associations de quartier et/ou immigrés et la construction de mobilisations ultérieures (Convergence 84, Jeunes arabes de Lyon et sa banlieue, Mouvement de l'immigration et des banlieues, etc.) ? Comment les mouvements de jeunes immigrés préexistants se sont-ils ajustés à la Marche ? Comment leur participation à l'organisation de l'action collective a-t-elle pu être envisagée ? A-t-elle suscité des débats au sein de ces mouvements, parmi les organisateurs de la Marche ? Sachant que les femmes ont historiquement été pionnières dans la création d'associations immigrées (Association nouvelle génération immigrée, Zaâma d'Banlieue, etc.), quelles sont les relations du genre dans la construction des mobilisations immigrées ?

La Marche et le champ politique

Avant même que la Marche ne parte de Marseille, le gouvernement socialiste avait fait preuve de bienveillance à l'égard des revendications de SOS Avenir Minguettes (visite surprise du président de la République à Vénissieux en août) et, à l'issue de leur entrevue à l'Élysée le 3 décembre, les « marcheurs » ont obtenu l'instauration de la « carte de 10 ans » (loi de juillet 1984). Cependant, les relations entre, d'un côté, le gouvernement et les partis politiques (notamment socialiste) et, de l'autre, les « marcheurs » et leurs soutiens associatifs, ont été faiblement analysées : comment les différents acteurs du champ politique ont-ils participé (ou non) à la construction de la mobilisation ? Quels sont les profils sociologiques des militants politiques investis dans l'organisation de la Marche ? Au delà de l'unanimité politique apparent (soutien de tous les partis de la gauche de gauche à la droite sociale), quelles ont été les logiques sociales du soutien politique à la Marche ? Qu'est-ce que cet unanimité peut-il révéler de la reconfiguration des formes de légitimation

politique à gauche durant les années 1983-1984 (représentation politique de la classe ouvrière à celle des « immigrés », des « exclus », etc.) ? Comment interpréter le contraste entre cet unanimité et la disqualification symbolique des grèves ouvrières et des travailleurs immigrés (1981-1984) ? Comment la droite et l'extrême-droite ont-elles analysé la Marche ?

Par ailleurs, on peut observer un décalage objectif entre les revendications contenues dans les statuts de l'association SOS Avenir Minguettes et la revendication de la « carte 10 ans ». Comment expliquer que les griefs exprimés dans l'espace des mobilisations (centrés sur la question des déviances policières) aient été « traduits » politiquement par une revendication relevant du droit des étrangers ? Qu'est-ce que cette « traduction » révèle des interactions entre espace des mobilisations et champ politique ? Comment peut-on interpréter la volonté affirmée par les « marcheurs » d'être « apolitiques » ?

La « génération de la Marche » et la société française

Les rébellions urbaines, dont est issue la Marche, sont révélatrices des transformations des classes populaires (montée du chômage, crise de reproduction sociale et de l'encadrement politique et syndical, etc.), l'accroissement des tensions sociales dans les quartiers d'habitat social (Beaud & Pialoux, 2003) et le destin de toute une génération d'enfants d'ouvriers et/ou immigrés. Mais peut-on affirmer que la Marche est l'« événement inaugural dans l'élargissement de la conscience politique chez les enfants de l'immigration » ou un « moment de rupture politique » (Beaud & Masclet, 2006, p. 4) ? Sachant que certaines étapes de la Marche ont été marquées par l'hostilité ou l'indifférence (notamment à Vénissieux), que peut-on dire de l'influence réelle du message de la Marche dans les quartiers populaires et les familles de l'immigration ?

Plus largement, l'événement et sa médiatisation ont permis pour la première fois de focaliser l'attention publique sur les héritiers de l'immigration postcoloniale et de lancer les bases d'un débat sur la dimension multiculturelle de la société française. Pourtant si l'espace public s'est ainsi ouvert à la question de la « différence », les effets de reconnaissance n'ont été que limités, non seulement pour les « marcheurs », mais aussi pour l'ensemble de cette seconde génération, et les bénéfices politiques ou culturels de l'action collective ont été engrangés par d'autres acteurs sociaux. Quels sont ces acteurs publics (politiques, culturels, médiatiques, économiques) qui ont participé de cette dynamique ? Quels ont été les effets concrets sur l'image que la société française se donne d'elle-même ? Comment interpréter le décalage entre la reconnaissance publique de la Marche et un certain oubli de la génération des « marcheurs » ?

La mémoire de la Marche

Le trentième anniversaire de la Marche fait/va faire l'objet de multiples commémorations publiques : œuvre cinématographique, documentaires télévisés, reportages radiophoniques, numéros de revues et colloques demi-savants, ouvrages de témoignages, réunions publiques, expositions, etc. Cette actualité mémorielle est l'occasion de prendre pour objet de recherche la construction de la mémoire et les usages sociaux de l'événement. Sachant que les précédentes commémorations ont déjà été le théâtre d'une lutte symbolique pour s'appropriier l'héritage de la Marche (SOS Racisme, Ni Putes Ni Soumises, etc.), on peut se demander pourquoi et comment certains acteurs étatiques (ministère de la Ville, institutions telles que l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité, etc.) et politiques (Parti socialiste dirigé par Harlem Désir, ancien président de SOS Racisme, etc.) subventionnent ou mettent en place des événements commémoratifs. Comment les citoyens en général et les associations se réapproprient-elles l'histoire de la Marche ? Comment les marcheurs en font-ils état auprès des jeunes générations et quelle en est la réception ? En quoi l'inhérente reconstruction du passé par les agents sociaux peut-elle révéler les clivages politiques et sociaux du présent ? Quels sont les usages journalistiques et artistiques du passé de la Marche ? Quelle sociologie des entrepreneurs de mémoire de la Marche ? Au niveau étatique, quelle place cet événement a-t-il dans l'enseignement secondaire et supérieur (manuels scolaires, cours, etc.) ?

Les propositions de communications doivent être envoyées, **au plus tard le 15 juin 2013**, à l'adresse suivante : marche.egalite@gmail.com

Elles comprennent 4 000 à 6 000 caractères (tout inclus) et s'appuient sur un travail empirique (terrain ethnographique, archives, entretiens, etc.). Merci de préciser vos noms, téléphone, courriel et laboratoire de rattachement.

Organisateurs : Ahmed Boubeker (CMW), Abdellali Hajjat (ISP), Foued Nasri (CERI), Farid Taalba (BDIC), Frank Veyron (BDIC).

Comité scientifique : Stéphane Beaud (CMH), Piero Galloro (2L2S), Ghislaine Glasson Deschaumes (Labex), Marie-Claire Lavabre (ISP), Lilian Mathieu (CMW), Bernard Pudal (CSU), Valérie Tesnière (BDIC) et Michelle Zancarini-Fournel (LAHRA).

Bibliographie

- Abdallah M. (2012), *Rengainez on arrive ! Chronique des luttes contre les crimes racistes et sécuritaires*, Edition Libertalia, Paris.
- Battegay, A. & Boubeker, A. (1993), *Les images publiques de l'immigration : médias, actualité, immigration dans la France des années 80*, L'Harmattan, coll. « Migrations et changements », Paris.
- Beaud, S. & Masclet O. (2006), « Des 'marcheurs' de 1983 aux 'émeutiers' de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 4, p. 809-843.
- Beaud, S. & Pialoux M. (2003), *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Fayard, Paris.
- Béroud S., Gobille B., Hajjat A. & Zancarini-Fournel M. (dir.) (2011), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Éditions des archives contemporaines, Paris.
- Bouamama, S. (1994), *Dix ans de marche des Beurs. Histoire d'un mouvement avorté*, Desclée de Brouwer, Bruxelles.
- Boubeker, A. (2003), *Les mondes de l'ethnicité : la communauté d'expériences des héritiers de l'immigration maghrébine*, Balland, Paris.
- Boubeker, A. (1986), *Chronique métissées : l'histoire de France des jeunes Arabes*, Alain Moreau, Paris.
- Boubeker A., & Hajjat A. (dir.) (2008), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920-2008*, Éditions Amsterdam, Paris.
- Guénif, N. (2000), *Des « beurettes » aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Grasset, Paris
- Guerry, L. (2013), *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*, ENS Éditions, Lyon.
- Hajjat, A. (2013, à paraître), *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, Paris.
- Hajjat, A. (2012), « La Marche pour l'égalité et contre le racisme », in Michel Pigenet & Danielle Tartakowski (dir.), *Histoire des mouvements sociaux, France, 19^e-21^e siècles*, Paris, La Découverte, 2012, p. 671-680.
- Hajjat, A. (2011), « À la frontière du politique. Action et discours des 'jeunes de cité' de SOS Avenir Minguettes (1981-1983) », in S. Béroud, B. Gobille, A. Hajjat & M. Zancarini-Fournel (dir.), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2011, p. 13-24.
- Jazouli, A. (1986), *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*, L'Harmattan/CIEMI, Paris.
- Laacher, S. (1991), « L'intégration comme objet de croyance », *Confluences en Méditerranée*, n°1, p. 53-63.
- Lapeyronnie, D. (1987), « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, vol. 28, p. 287-318.
- Nasri, F. (2011), « Zaâma d'Banlieue (1979-1984). Les pérégrinations d'un collectif féminin au sein des luttes de l'immigration », in S. Béroud, B. Gobille, A. Hajjat & M. Zancarini-Fournel (dir.), *Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)*, Paris, Éditions des archives contemporaines, p. 65-78.
- Pigenet M. & Tartakowsky D. (dir.) (2003), dossier « Marches », *Mouvement social*, n°202.
- Sayad, A. (1999), *La double absence*, Seuil, Paris.
- Siméant, J. (1998), *La cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Zancarini-Fournel, M., (2004) « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°84, p. 119-127.